

Asie, Amérique latine, Afrique

Anne-Laure Baldi, Jean-Raphaël Chaponnière, Jean-Pierre Patat*



p. 28-41

La contribution des économies émergentes d'Asie à la croissance mondiale n'a jamais été aussi forte qu'en 2004 : 2,2 points sur 5,1. Les PIB chinois et indien ont progressé de façon exceptionnelle, les exportations chinoises et la consommation indienne entraînant l'investissement. Le ralentissement attendu de la croissance chinoise ne s'est pas manifesté au premier semestre 2005, mais les NPI d'Asie, dont l'industrie est désormais orientée vers la fourniture de produits intermédiaires à la Chine ressentent le fléchissement de la demande électronique. Les économies de l'Asean, directement exposées à la concurrence chinoise, s'orientent davantage vers leurs demandes intérieures. L'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne ont largement bénéficié de la conjoncture mondiale. La demande de produits primaires a dopé leurs exportations. Sur le plan financier, l'Amérique latine a tiré parti des niveaux bas des taux d'intérêt mondiaux et de la confiance des marchés. En Afrique, l'amélioration qui se confirme semble pouvoir être mise, pour une part, au crédit du Nouveau partenariat pour l'Afrique. Reste à savoir si ces deux régions ont accru leur capacité à maintenir une croissance soutenue dans un environnement international moins favorable.

Asie émergente, pôle de croissance mondiale

L'Asie a connu en 2004 sa meilleure performance (7,8 %) depuis la crise de 1997 et les tensions inflationnistes apparues dans l'année sont retombées. Hors Chine, la croissance a fléchi à partir de la mi-2004 sous l'effet du retournement du « cycle du silicium » – l'électronique, au sens large, représente près de la moitié des exportations asiatiques – et de la hausse des prix pétroliers.

La croissance et les perspectives de gains de change ont attiré les capitaux. Ces entrées dépassent leur niveau de 1996 alors même que les balances des paiements courants sont partout (sauf en Inde et aux Philippines) excédentaires. En Chine, le gonflement de l'excédent courant (4 % du PIB en 2004 et 8 % attendus en 2005) et les entrées de capitaux, dont celles spéculant sur la réévaluation du yuan, ont conduit la

* Anne-Laure Baldi (Amérique latine) est doctorante à l'université Paris-X ; Jean-Raphaël Chaponnière (Asie) est économiste à l'AFD ; Jean-Pierre Patat (Afrique) est conseiller au CEPII.

Banque centrale à poursuivre l'accumulation de réserves de change afin de maintenir la parité yuan-dollar : en juin 2005, les réserves atteignaient 771 milliards de dollars (64 % du PIB). À Taiwan, les réserves atteignent 60 % du PIB, 75 % en Malaisie, 33 % en Corée et en Thaïlande. Si le yuan, le dollar hongkongais et le ringgit malais sont restés (jusqu'en juillet 2005) accrochés au dollar, le won coréen et le dollar taiwanais ont gagné 18 % et 7 % vis-à-vis du dollar (janvier 2004 à juin 2005). Le parallélisme observé entre les mouvements du won et ceux du yen face au dollar a d'ailleurs conforté l'appréciation selon laquelle une orientation des politiques de change en Asie se serait amorcée depuis 3-4 ans pour accorder une place plus centrale au cours effectif (vis-à-vis des partenaires) qu'au cours bilatéral (vis-à-vis du dollar).

L'afflux de capitaux a contribué à la première reprise depuis 1997 de l'investissement dans l'Asie hors Chine. Cependant, rapporté au PIB, son niveau est inférieur à celui de 1996 alors que le taux d'épargne n'a pas diminué. Plusieurs années de surplus courant ayant partout (sauf aux Philippines) réduit l'endettement, les pays asiatiques sont armés pour faire face à d'éventuels chocs.

L'impact économique du tsunami, qui en décembre 2004 a dévasté les régions pauvres d'Indonésie, de Thaïlande, du Sri-Lanka et du sud de l'Inde a été globalement faible. Cette crise qui a illustré les déficiences de la coopération régionale rend toutefois plus inquiétantes les nouvelles manifestations de la grippe aviaire : l'infection est désormais endémique et de nombreux scientifiques ne se demandent plus « si » mais « quand » éclatera une pandémie qui risque d'être dévastatrice.

Le bon déroulement des élections en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande a démontré les progrès de la démocratie qui restent toutefois entachés par les accusations de fraude mettant en cause la présidente philippine et par l'état d'urgence au Sud de la Thaïlande. Cependant, l'exacerbation du nationalisme chinois à propos du Japon, le vote de l'Assemblée chinoise autorisant l'usage de la force dans le cas d'une sécession taiwanaise ainsi que les rumeurs sur un éventuel essai nucléaire en Corée du Nord rappellent les fragilités géopolitiques de la région.

La vitalité chinoise — Au premier semestre 2005, la croissance chinoise s'est poursuivie au même rythme qu'en 2004 (9,5 %) et la croissance de la production industrielle s'est accélérée. Entre 2001 et 2004, la Chine a investi en moyenne 40 % de son PIB ; au premier semestre 2005, ce taux a atteint 49 %. L'investissement résidentiel des ménages est encouragé par les banques qui s'engagent davantage dans le prêt à la construction : les prix de l'immobilier ont augmenté de 10 % en Chine en 2004 et de 50 % à Shanghai où des mesures prises pour freiner la spéculation ont fini par calmer le marché. Cependant, la hausse de l'investissement fait craindre une nouvelle détérioration des bilans bancaires : la baisse de la proportion des prêts improductifs dans ces bilans s'explique en partie par le nombre élevé des nouveaux crédits ; mais ceux-ci pourraient, à leur tour, se révéler de qualité médiocre. Après avoir injecté 45 milliards de dollars dans les deux plus grandes banques en 2003, l'État a recapitalisé la troisième à hauteur de 15 milliards de dollars en 2005. L'objectif est de préparer le système bancaire à l'ouverture prévue pour 2006 par l'accord avec l'OMC. Les banques étrangères ont commencé par prendre des participations dans des banques de taille moyenne. Mais en 2005, l'achat par la Bank of America de 5 % du capital de la Banque

de la construction (l'une des quatre grandes) pour 5 milliards de dollars illustre l'enjeu que représente l'épargne chinoise pour les banques étrangères. Ce marché ne leur sera peut-être qu'entrouvert car les autorités pourraient leur imposer de s'implanter dans des provinces de l'intérieur.

L'état de santé des banques est l'un des facteurs déterminant la position des autorités chinoises quant à l'évolution du régime de change. Le *peg* du yuan sur le dollar est devenu, depuis l'été 2003, l'abcès de fixation des relations sino-américaines. Réagissant à la poussée (attendue) des exportations textiles depuis janvier 2005, les États-Unis ont réintroduit des quotas et dénoncé violemment la manipulation du taux du yuan ; une proposition parlementaire a menacé d'imposer une surtaxe de 27,5 % sur les importations chinoises. Le 21 juillet 2005, la Banque centrale chinoise a annoncé l'abandon de l'ancrage fixe du yuan au dollar, remplacé par un régime de flottement géré en référence à un panier de devises. Cette décision a été accompagnée d'une réévaluation de 2,1 % de la parité du yuan vis-à-vis du dollar (à 8,11 yuans pour 1 dollar). Ce changement de parité est de faible ampleur et n'aura guère d'impact économique ; il pourrait avoir des conséquences financières plus importantes s'il suscitait des entrées de devises spéculant sur de futurs relèvements du yuan. Cependant, le plus important à moyen terme est la flexibilité introduite dans le régime de change. D'une part, la référence maintenant prise en compte – le panier et non plus le seul dollar – réagit aux mouvements des grandes devises entre elles. Si, par exemple, l'euro et le yen s'apprécient face au dollar, la valeur en dollars du panier augmentera en proportion du poids (non-affiché) des deux devises dans le panier : si la Banque centrale veut maintenir le yuan stable par rapport au panier, elle pourra le laisser s'apprécier face au dollar. D'autre part, la Banque centrale peut choisir de laisser le yuan s'apprécier ou se déprécier par rapport au panier. Un élément de flexibilité est ainsi introduit qui donnera à la politique monétaire chinoise quelques degrés de liberté dans le réglage conjoncturel.

Les NPI tirés par la Chine — La montée en puissance des exportations chinoises (+ 32 % au premier semestre 2005) qui suscite une levée de boucliers aux États-Unis, est mieux accueillie en Asie. S'ils subissent la concurrence de la Chine, les pays asiatiques profitent du besoin de demi-produits de cet « atelier de l'Asie » : la Chine absorbe près de 30 % des exportations de la Corée et de Taiwan. Dans ces deux pays, la croissance évolue avec la conjoncture chinoise et le cycle technologique. À Taiwan, le ralentissement des exportations électroniques vers la Chine a amené à réviser à la baisse les projections de croissance pour 2005 (2,5 % au premier trimestre et 4 % sur l'année). Tous secteurs confondus, les filiales taiwanaises implantées en Chine emploieraient 10 millions de salariés chinois (soit autant que la population active à Taiwan), encadrés par 1 million de Taiwanais. Au premier trimestre 2005, pour la première fois, les investissements taiwanais en Chine ont diminué du fait de la montée des tensions politiques. Les milieux d'affaires militent pour une plus grande intégration économique avec la Chine : redoutant d'être marginalisés par l'extension du traité de libre-échange de l'Asean à la Chine, ils plaident pour une libéralisation des échanges de biens (et aussi de travailleurs) de part et d'autre du détroit. Cette intégration devrait permettre à Taiwan de mieux développer ses services financiers sur le continent chinois.

En 2004, l'appréciation du won a ralenti l'exportation qui est le seul moteur de l'économie coréenne depuis l'éclatement de la bulle des cartes de crédit en février 2003. La morosité des consommateurs met en difficulté les PMI qui avaient abusé du programme de garanties bancaires du gouvernement pour investir. Quant aux *chaebols*, ils vivent de plus en plus à l'heure de la Chine, où depuis 2002 ils créent plus d'emplois qu'en Corée. La Chine est le premier débouché de la Corée, avant les États-Unis, et est à l'origine des deux tiers de l'excédent commercial coréen. Soucieux de pouvoir financer une éventuelle réunification et les conséquences du vieillissement, le gouvernement se refuse à faire de la relance et la croissance en 2005 (3,3 % au premier trimestre) dépendra de la dynamique de la consommation.

L'Asean s'appuie sur la demande interne — L'attrait exercé par la Chine auprès des investisseurs, notamment dans l'électronique, amène l'État singapourien à explorer toutes les opportunités offertes par les services, de l'exportation de services de santé à un projet de casino qui soulève un débat de société. Avec un commerce extérieur (exportations plus importations) équivalent à 300 % de son PIB, Singapour est un excellent « baromètre » de la conjoncture asiatique. La croissance a ralenti depuis le second trimestre 2004 mais la légère deuxième amélioration du trimestre 2005 et le frémissement des exportations non pétrolières en avril fait espérer un redressement. Ce serait une bonne nouvelle pour la Malaisie voisine qui exporte l'équivalent de 120 % de son PIB et a affiché une croissance de 7 % en 2004 ; au vu de la robustesse de la consommation privée et du niveau des cours pétroliers, on peut attendre plus de 5 % en 2005. Réagissant à la décision chinoise du 21 juillet, les autorités malaisiennes ont abandonné le peg instauré en 1998 : le ringgit sera désormais accroché à un panier de monnaies.

La demande interne est également le principal moteur de la croissance en Thaïlande et aux Philippines dont les exportations sont très exposées à la concurrence chinoise. Cette menace a amené le gouvernement thaïlandais de Thaksin Shinawatra à élaborer une stratégie (*dual track*) qui vise à ne plus promouvoir des industries en concurrence frontale avec la Chine et à stimuler la demande dans les zones rurales où résident les deux tiers de la population. Dépenses électorales et promesses de grands travaux (73 milliards de dollars) lui ont permis de remporter les élections, mais, conséquence d'une sécheresse très sévère et de la hausse des cours pétroliers, le ralentissement de l'économie (4 % attendus en 2005 après 6,5 % en 2004) l'a contraint à revenir sur des promesses dont le financement n'était pas assuré.

Les incertitudes politiques ont pesé sur la croissance indonésienne en 2004 (5,1 %). Le retour de la confiance qui a accompagné la victoire de Yudhoyono aux élections présidentielles a contribué à la reprise de la consommation et de l'investissement direct étranger au premier trimestre 2005 (+ 6,3 %). Cette reprise pourrait toutefois buter sur les déficiences des infrastructures dont l'amélioration est la priorité du gouvernement. Mais il n'a pas les moyens de ses ambitions et rencontre plus de difficultés à mobiliser des financements extérieurs.

Les Philippines ont connu en 2004 leur meilleure performance (6,1 %) depuis 1990 mais la croissance pourrait n'être que de 4 % en 2005 – un ralentissement préoccupant pour ce pays caractérisé par une dette publique supérieure à 100 % du PIB.

Si elles ne sont pas seulement de nature conjoncturelle, les tensions sur le marché du travail qui sont apparues en 2004 dans la région de Canton pourraient conduire à un rééquilibrage de la production chinoise non seulement vers l'intérieur du pays mais aussi vers le Vietnam. En effet, Japonais, Taiwanais et Coréens sont attirés par cette « petite Chine » qui offre les mêmes avantages (une main-d'œuvre de qualité et des salaires plus faibles) : la progression des exportations vietnamiennes s'est accélérée depuis l'accord commercial signé en 2000 avec les États-Unis et la croissance se poursuit à un rythme soutenu (7 % par an depuis 1986).

Le dynamisme indien — En Inde, la visite du Premier ministre chinois s'est conclue par la signature d'un accord commercial entre les deux plus grandes économies asiatiques. La croissance chinoise n'a qu'un impact très faible sur l'Inde : la Chine absorbe en effet 9 % des exportations indiennes mais cela ne représente que 1 % du PIB indien. Ce n'est pas l'exportation mais la demande interne qui tire l'économie : l'augmentation de la consommation entraîne la croissance des investissements. Après le record (+ 8,5 %) de 2003-2004, la détérioration des conditions climatiques a ramené la croissance à 6,9 % : le dynamisme de l'industrie et des services pallient les aléas de la conjoncture agricole. Toujours aussi dynamiques, les exportations de services ne suffisent pas à compenser le creusement du déficit commercial, et en 2004, la balance des paiements courants est devenue déficitaire.

Amérique latine, seulement une embellie ?

L'Amérique latine a connu en 2004 une croissance de 5,8 %, la plus forte depuis plus de vingt ans. Le ralentissement de 2005 maintiendra une croissance globale de l'ordre de 4 % et un taux positif pour tous les pays. Le revenu par habitant de la région pourra enfin dépasser son niveau de 1997.

La région a profité de la vigueur de la demande mondiale de produits de base (un tiers de ses exportations, près de la moitié de celles du Brésil, de l'Argentine et du Chili, plus des trois quarts de celles du Venezuela) et de l'augmentation de leurs prix, notamment de ceux du pétrole et des métaux. Elle a tiré parti du renforcement de sa compétitivité depuis l'abandon des régimes de change fixes : la dépréciation moyenne des taux de change effectifs réels est de l'ordre de 12 % par rapport à 2001. Cependant, le volume des importations ayant augmenté encore plus que celui des exportations, c'est l'amélioration des termes de l'échange (+ 6,5 %) qui a permis d'élargir l'excédent courant (de 0,7 % à 1,2 % du PIB). Croissance et excédent courant dessinent une configuration inédite pour la région : depuis de nombreuses années, un niveau soutenu d'activité se soldait par un important besoin de financement extérieur, qui obligeait rapidement à une contraction des importations et au ralentissement de la croissance.

La demande intérieure a été vigoureuse en 2004. La consommation des ménages a progressé, notamment en Argentine, au Brésil et au Venezuela, après son effondrement lors des crises récentes. Plusieurs pays ont enregistré une progression sensible de l'investissement. L'emploi s'est amélioré : selon les premières estimations de la Cepal, le taux de chômage moyen a diminué de 0,7 point (10 % en 2004). La croissance et la confiance des marchés financiers ont favorisé la discipline budgétaire et la réussite du ciblage de l'inflation. La hausse des prix a diminué pour la deuxième année consécutive

dans la plupart des pays (passant, en moyenne, de 12,1 % en 2002, à 8,5 % en 2003 puis 7,4 % en 2004). Les gouvernements ont renforcé leurs positions budgétaires. Selon la BRI, le déficit budgétaire est passé en moyenne entre 2003 et 2004 de - 2,5 % à - 0,9 % du PIB. Les entrées de capitaux privés ont augmenté, notamment les investissements directs (+ 52 % en termes nets en 2004). Les conditions du marché ont permis des opérations de refinancement de la dette à des taux plus avantageux. Les ratios de la dette souveraine au PIB restent élevés, mais plusieurs pays ont réduit la charge à venir en procédant à des remboursements anticipés de leurs emprunts auprès des institutions financières internationales, et le service de la dette en 2005 est largement préfinancé.

Régimes de change flexibles, inflation contrôlée, solde courant excédentaire, endettement réduit, demande interne dynamique : l'Amérique latine a singulièrement renforcé sa résistance aux chocs extérieurs – en particulier au resserrement de la politique monétaire de la Fed et à la versatilité des marchés financiers. L'espoir que la région s'engage dans une dynamique vertueuse est-il désormais fondé ? Les doutes viennent de l'inertie manifestée dans l'engagement de réformes structurelles décisives pour la modernisation de l'appareil de production, la diversification des exportations et l'augmentation des taux d'épargne des ménages. À cet égard, l'entrée de nombreux pays (Chili, Pérou, Colombie, Mexique, Brésil, Venezuela) en période préélectorale, propice aux dérives budgétaires et au report des réformes sensibles, ne laisse pas attendre beaucoup de progrès dans les mois à venir. Or tant que de telles réformes ne seront pas menées à bien, la région restera vulnérable aux retournements de la conjoncture internationale.

Argentine : la reprise confirmée — De nombreux analystes estimaient que dix ans seraient nécessaires à l'Argentine pour retrouver son niveau de revenu d'avant-crise. Mais, c'est désormais chose faite, après deux années de croissance à 9 % et un ralentissement en 2005 qui ne devrait pas placer la croissance annuelle en dessous de 6,5 %.

Le ressort de la croissance est venu des exportations dont la compétitivité bénéfice depuis la crise d'une dépréciation du peso de l'ordre de 60 % (en termes effectifs réels). Elles ont produit un effet multiplicateur sur la croissance : l'industrie réalise une croissance annuelle de 12 % depuis deux ans. Pour préserver cet avantage compétitif et le niveau d'activité, la Banque centrale a maintenu à partir du printemps 2004 un taux d'intérêt réel négatif et est intervenue sur les marchés des changes pour contrer la hausse du peso. Le risque est désormais, au moment où les marges de capacité inemployées se réduisent, que l'inflation repasse à 2 chiffres.

Deux événements ont permis de dissiper les incertitudes et engagé à l'optimisme. Le 28 octobre 2004, la Cour suprême de Justice a reconnu la constitutionnalité de la pesification intervenue en février 2002. Rappelons que le gouvernement avait alors imposé la conversion en pesos de l'ensemble des contrats et des actifs en dollars au taux de change d'avant-crise de 1 peso pour 1 dollar alors que le peso était tombé à 3 pesos pour 1 dollar. Cette mesure lésait les épargnants en dollars qui ont vu la valeur de leur épargne divisée par trois. Ils ont massivement recouru à la justice pour récupérer leurs avoirs au taux de change courant. Environ 6,5 milliards de pesos ont pu être ainsi récupérés via des référés judiciaires. La sentence de la Cour suprême a rendu ce type

d'actions en justice désormais irrecevable. Est ainsi définitivement établie la règle monétaire définie par le gouvernement, qui a joué un rôle crucial dans la sortie de crise argentine : une pesification au taux de change courant aurait multiplié par trois les dettes en dollars et conduit le secteur productif privé à la faillite.

En février 2005, l'État argentin qui s'était déclaré en défaut en 2002 sur un stock de dette estimé à 100 milliards de dollars a pu conclure un accord de restructuration. Les trois quarts des créanciers ont accepté l'échange de titres proposé par le gouvernement qui conduit à une réduction d'environ 75 % de leur valeur faciale. Cela permettra au gouvernement argentin de rembourser à ses créanciers une somme annuelle qui s'élève à 3-4 % du PIB, au lieu des 7-9 % qu'impliquait le stock initial.

Brésil : croissance sur fond d'austérité — En 2004, le PIB brésilien a progressé de 5,2 %, taux record depuis 10 ans. La demande interne a été dynamique (consommation des ménages + 4 %, investissement + 11 % après 2 années de baisse). Le taux de chômage a reculé (de 13 % à 10,5 %) et le revenu moyen des actifs, en baisse les années précédentes, a augmenté de près de 2 %. Le dynamisme des exportations, facteur déterminant du cycle, a non seulement été porté par l'augmentation des prix des matières premières mais aussi par la reprise argentine et par des ventes à des marchés non traditionnels comme la Chine et l'Europe orientale ; le volume des exportations manufacturières a augmenté de 26 %. L'excédent commercial a permis de dégager un excédent courant proche de 2 % du PIB.

Ce niveau d'activité a été atteint en même temps qu'étaient renforcés la situation des finances publiques et le contrôle de l'inflation, les deux points d'ancrage des anticipations des investisseurs. Depuis son arrivée au pouvoir le 1er janvier 2003, le président Ignacio Lula da Silva maintient en effet l'orthodoxie de son prédécesseur pour tenter de regagner, à terme, des marges de manœuvre macroéconomiques. Le maintien de l'effort budgétaire a permis de dégager un excédent primaire du secteur public de 4,5 % du PIB et de limiter à 3 % le déficit après paiement d'intérêts. La dette publique nette a diminué pour la première fois depuis cinq ans (54 % du PIB au lieu de 59 % en 2003). Pour la première fois, le taux d'inflation (7,5 %) a respecté la cible annoncée par la Banque centrale. Cependant, à mesure que se réduisaient les capacités de production inemployées, des tensions inflationnistes se sont manifestées. La Banque centrale y a répondu, dès le second trimestre 2004, par une augmentation du taux directeur ; celle-ci a renforcé les pressions à l'appréciation du réal. Surtout, cette remontée du taux d'intérêt intervenant après un mouvement de baisse significatif (de 26,5 % à 16 %), illustre les difficultés à parvenir à une baisse structurelle des taux – taux directeur et du crédit privé – qui constitue pourtant une priorité pour que le Brésil connaisse une croissance comparable à celle des pays émergents les plus dynamiques.

La croissance à moyen terme dépend aussi de l'avancée des réformes. À cet égard, l'année 2004 a été décevante : si la nouvelle loi des faillites a été votée, celles sur le cadre réglementaire des associations public-privé et sur les infrastructures sont encore en discussion au Congrès. Sur le plan social, le gouvernement est accusé d'immobilisme. Avec la perspective des élections présidentielles en octobre 2006, le président Lula entre dans la phase la plus délicate de son mandat.

Mexique et Chili — Après 3 ans d'atonie, le PIB du Mexique a augmenté de 4,4 % en 2004 et on prévoit 3,5-4 % en 2005. Parallèlement à l'augmentation des exportations, l'amélioration de l'emploi et du crédit a stimulé la consommation et de meilleures anticipations ont réactivé l'investissement. Sur les marchés financiers, le risque mexicain a atteint en février 2005 un minimum historique, l'équilibre des finances publiques (le déficit ne devrait pas dépasser 0,2 % du PIB en 2005) et la faiblesse de l'endettement extérieur (25 % du PIB) confortant la confiance des investisseurs. Toutefois, le pays rencontre deux difficultés majeures : l'érosion continue de sa position sur le marché états-unien face à la concurrence chinoise et le manque structurel de ressources fiscales non pétrolières. La collecte fiscale est l'une des plus faibles d'Amérique latine (entre 10 et 12 % du PIB). Sur ce dernier point, l'immobilisme risque de prévaloir au moins jusqu'à la fin du sexennat du président Fox en juillet 2006.

En 2004, la progression de l'activité au Chili a été la plus forte enregistrée depuis 1997 (6 %). Le pays a bénéficié de l'augmentation de la demande et des prix du cuivre qui a largement compensé la hausse des prix du pétrole dont il est l'un des rares importateurs dans la région. Sa solidité structurelle fait du Chili un pays à part en Amérique latine ; elle peut s'évaluer au niveau particulièrement bas des taux d'intérêt (3,6 % pour un taux annuel passif de 1 à 3 ans), à la maîtrise de l'inflation (moins de 2 %) et à une discipline budgétaire qui, alliée à la croissance, a permis de dégager un excédent des comptes publics et de réduire la dette. Toutefois, l'économie reste engluée dans un modèle qui profite peu aux salariés : malgré 6 % de croissance, l'emploi et les salaires réels n'ont augmenté, respectivement, que de 1,3 % et 2 %.

Afrique, des tendances plus favorables

Confirmant une tendance amorcée depuis le début du siècle après deux décennies défavorables, l'économie africaine a enregistré en 2004 une bonne performance avec une croissance de 5,1 % pour l'ensemble du continent ; les perspectives pour 2005 et 2006 sont de 4,7 % et 5,2 % selon la BAD et l'OCDE. L'investissement s'est redressé et excède 25 % du PIB dans plusieurs pays.

Ces résultats s'expliquent partiellement par des facteurs externes. L'Afrique a bénéficié de la vigueur de la demande mondiale de produits de base et de l'augmentation de leurs prix, notamment de ceux du pétrole et des métaux (le cours du cuivre a bondi de 61 %) ; mais les prix du café, du cacao et du coton ont été moins favorablement orientés.

Cette embellie, que les prévisionnistes estiment pouvoir être durable, procède également des premiers effets de ce qu'il faut bien appeler la manifestation d'un nouvel état d'esprit, d'une nouvelle volonté politique, chez les pays africains comme chez les pays du Nord avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad).

Chez les pays d'Afrique, le Nepad, appuyé par une Union africaine volontariste, a permis de consolider le processus d'extinction de guerres interétats et de concevoir, avec l'aide des pays du G8, un cadre d'action pour prévenir et résoudre ces conflits. Le Nepad a en outre incité les gouvernements à s'engager résolument dans l'amélioration de la gestion publique et du fonctionnement administratif et judiciaire (« bonne

gouvernance »). La mise en œuvre d'un mécanisme africain transparent d'évaluation par les pairs atteste concrètement de cette volonté.

Pour les pays du Nord associés à la démarche, le Nepad a renforcé l'obligation d'un accroissement significatif de l'aide apportée à l'Afrique. Celle-ci, dont les flux nets étaient passés de 22 milliards de dollars en 1993 à 15 milliards en 1999, a atteint 23 milliards en 2003. Dans le cadre de l'objectif, réaffirmé à Monterrey, d'une aide au développement atteignant 0,7 % de leur PIB (contre 0,22 % en 2003), les pays riches devraient chaque année affecter la moitié des flux supplémentaires à l'Afrique. Augmentation de l'aide, mais aussi recherche d'une meilleure efficacité en la ciblant sur une stratégie de résultats et sur des démarches de partenariat. Ces efforts sont soumis, dans le cadre de l'OCDE, à des exercices d'évaluation auxquels participent les pays africains.

Mais on ne peut encore, au vu de ces résultats encourageants, estimer que l'Afrique est désormais durablement sur un sentier de décollage.

La croissance reste sensiblement inférieure au seuil de 7 % considéré par le document fondateur du Nepad comme nécessaire pour faire nettement et durablement reculer la pauvreté. Cette croissance reste, aussi, inégalement répartie. Une quinzaine de pays d'Afrique subsaharienne connaissent en 2004 une croissance inférieure à 2,5 %. Si l'on excepte quelques notables exceptions (Mozambique, Ghana, Sénégal...), les pays enregistrant les progressions les plus élevées sont souvent ceux où d'importantes ressources en matières premières sont entrées en exploitation intensive (Angola, Tchad...). Les exportations ont partout progressé, en liaison surtout avec une forte demande mondiale, mais elles restent, dans la plupart des cas, faiblement diversifiées.

Si les pays africains semblent donner maintenant à la question de l'agriculture l'importance qu'elle mérite, de nombreux obstacles qui ne sont pas seulement financiers – nécessaires réformes des droits de propriété dans plusieurs pays – continuent de handicaper la réalisation de l'autosuffisance alimentaire du continent.

La réalisation en 2015 des Objectifs du Millénaire demeure incertaine en dépit d'un net renforcement des efforts depuis le début du siècle. Ainsi une vingtaine d'États sont en retard au regard de l'objectif d'éducation primaire pour tous ; au moins autant pour le recul de la pauvreté et l'accès à l'eau potable.

Des foyers de tensions internes, souvent meurtriers, subsistent (Darfour, Côte-d'Ivoire, Ouganda...). La démocratie parlementaire reste bien minoritaire. Des indicateurs internationaux montrent que la gouvernance s'améliore et des initiatives bienvenues sont prises, telle celle sur la Transparence des revenus pétroliers à laquelle la plupart des pays producteurs ont ou vont adhérer. Mais l'image du continent demeure peu attractive pour les investisseurs internationaux qui détiennent une des clés essentielles du développement. Surtout, la corruption reste forte, ou en tout cas reste perçue comme forte, alors même que dans plusieurs pays africains elle est désormais moins importante que dans certains pays européens. Mais le phénomène a des conséquences plus graves que dans les pays riches en terme d'image, et parce que

l'argent détourné s'évade du circuit national vers des places financières jugées plus sûres.

Or les besoins de financement du continent doivent être largement couverts par des apports privés : investissements étrangers pour l'instant sur la réserve, retour de l'épargne domestique expatriée (évaluée à plusieurs fois l'aide au développement), mobilisation de l'épargne interne grâce à des systèmes bancaires efficaces et dynamiques, susceptibles de supporter la création et le développement de petites et moyennes entreprises. Celles-ci sont généralement délaissées par le système financier, et ne trouvent du crédit en Afrique que les grands groupes, souvent à capitaux internationaux, et le secteur informel financé par le microcrédit. Si ce dernier type de financement doit être protégé, développé et mieux sécurisé, il ne saurait se substituer au financement bancaire pour assurer le développement des PME africaines.

Enfin plusieurs pays (dont certains parmi les plus performants) demeurent sous la menace de voir leurs efforts anéantis si la pandémie du sida n'est pas rapidement éradiquée. L'efficacité des politiques dans ce domaine sera l'un des points centraux de l'exercice d'évaluation par les pairs. La mobilisation financière internationale s'est renforcée mais reste dispersée ; l'accès aux médicaments à meilleur prix progresse mais beaucoup d'efforts et de sacrifices financiers restent à faire, en particulier dans le secteur pharmaceutique des pays riches. En Afrique, à côté de politiques exemplaires (Sénégal, Ouganda et, plus récemment, Zambie), nombre de pays ne semblent pas avoir pris la mesure de l'effort de prévention à effectuer.

La poursuite des tendances favorables observées depuis peu dépend aussi, largement, des pays industrialisés et du renforcement de leurs efforts en matière d'aide, de traitement de la dette et de pratiques commerciales. Dans le domaine commercial, un accord-cadre conclu en juillet 2004 dans le cadre de l'OMC exprime l'engagement à diminuer les subventions aux exportations agricoles et aux productions cotonnières des pays riches, mais aucun calendrier n'a encore été défini. La décision d'annulation de la dette de 18 pays pauvres dont 14 pays africains est certes bienvenue mais ne doit pas inciter les pays riches à considérer que cet effort allège leurs obligations de renforcer significativement leur aide publique.

Les conclusions du rapport de la *Commission for Africa* destiné à préparer la présidence anglaise du G8 constituent un renfort significatif pour la démarche du Nepad, et une incitation pour les pays industrialisés à accroître leur engagement en faveur du continent. On peut certes discuter de la capacité d'absorption d'une aide massive pour nombre de pays africains, de l'impact réel qu'auraient sur la croissance africaine les mesures d'ouverture commerciale préconisées. Mais, face au problème systémique mondial que représente la situation du continent, le document britannique vient utilement rappeler les exigences morales autant qu'économiques auxquelles doivent se plier les pays riches.